

Projet d'intervention de M. ORTOLI
à la Conférence Tripartite du 9 novembre 1978

Dans une Europe qui reste inquiète de son avenir, dans une Communauté qui continue à douter de sa capacité à surmonter les difficultés qui l'assaillent, nous sommes nombreux à nous interroger sur la signification et la valeur de la rencontre Tripartite d'aujourd'hui, sur sa contribution à la solution de la grave crise de la croissance, des structures et de l'emploi que nous traversons.

La Commission, dans les documents préparatoires qu'elle a transmis à la Conférence, a posé un diagnostic et proposé des orientations. Face à un sous-emploi dramatique, un certain nombre de faits ou d'évolutions me paraissent autoriser une confiance plus grande, et démentir un diagnostic trop pessimiste. Si c'est le cas, cette Conférence doit s'en faire l'écho en conclusion de ses travaux.

Il ne s'agit pas de nier les graves préoccupations que provoque la persistance d'un sous-emploi considérable : il ne suffit pas, en effet, que le nombre des chômeurs enregistrés dans la Communauté n'ait pas augmenté depuis un an et qu'il ait même diminué dans certains pays. Six millions de chômeurs, sans compter le "chômage caché", ce n'est ni humainement, ni socialement, ni économiquement tolérable.

Mais les politiques d'assainissement et de redressement, progressivement mises en oeuvre dans les différents Etats membres, la lucidité et le courage collectifs dont elles sont l'expression, commencent à porter leurs fruits. La réduction des déséquilibres

dans le domaine de l'inflation et des soldes extérieurs ouvre la voie au redémarrage de la croissance.

A ces efforts nationaux, sans lesquels rien n'est possible, s'ajoutent les développements positifs qui se sont produits au niveau européen, et notamment ceux inspirés par la volonté politique commune qui s'est clairement manifestée au dernier Conseil européen de Brême avec deux lignes de force : soutenir l'expansion et, par la mise en place d'un nouveau système monétaire européen, contribuer à une croissance durable et non inflationniste en Europe.

Ces politiques ne peuvent certainement pas tout améliorer tout de suite, mais elles se situent dans ce que la Commission considère comme la direction la plus appropriée pour combattre le sous-emploi. Ce ne sont pas des politiques de facilité, mais elles seules peuvent nous permettre de retrouver progressivement une bonne croissance. Et notre succès sera d'autant plus rapide que, face aux limitations qui s'imposent à chaque Etat membre, nous saurons mieux utiliser la contribution spécifique et supplémentaire que peut apporter la Communauté à la solution de ces problèmes.

Les remèdes illusoires

Certains considèrent que le protectionnisme constitue une solutions aux problèmes actuels. Nous devons refuser cette approche. Le recours au protectionnisme n'est au mieux

./.

qu'un palliatif dont le coût économique et social serait considérable à long terme. C'est un remède illusoire.

La conviction profonde de la Commission est qu'il faut écarter cette tentation. Nous sommes à la fois trop liés au reste du monde pour nos approvisionnements et nos débouchés, et trop conscients des bénéfices que nous tirons de l'intensification de nos échanges extérieurs, pour ne pas rester attachés au système de liberté du commerce international et d'ouverture croissante sur l'extérieur. Mais il est vrai que, dans le même temps, nous devons organiser les transitions et prendre en considération les problèmes sociaux et régionaux qui peuvent se poser. D'autre part, nous devons exiger de nos partenaires commerciaux qu'ils observent une attitude identique et qu'ils exercent eux aussi une concurrence loyale. A ces conditions, il n'y a pas lieu d'avoir peur de la nouvelle division internationale du travail.

En outre, toute attitude exagérément défensive développe dans l'opinion publique et chez les opérateurs économiques un absurde sentiment de défaitisme, qui est peut-être aujourd'hui le principal obstacle à une action économique et monétaire efficace. Ce pessimisme injustifié déforme l'avenir, inhibe les comportements et fait douter des solutions européennes ou nationales indispensables ; il risque de nous faire céder à une prétendue fatalité de la crise, de nous empêcher d'aborder dans de bonnes conditions une phase de changement économique cruciale pour l'Europe.

Croissance des économies et compétition

En fait, et quel que soit l'apport que l'on peut attendre de politiques spécifiques en matière d'emploi, telles que les a évoquées le document de la Commission,

c'est avant tout par un relèvement des taux de croissance fondé sur un développement de la capacité d'adaptation des économies européennes, une réelle aptitude à la concurrence, des coûts de production compétitifs, des produits adaptés au marché, que l'on peut lutter efficacement contre le chômage.

Dans cette optique, le redémarrage de l'investissement revêt une importance déterminante. Le développement de l'investissement public est nécessaire à la fois pour poser la base d'un meilleur développement et parce qu'il constitue une réserve de croissance potentielle. La Commission attache, dans ce cadre, une importance toute particulière à la mise en oeuvre d'un schéma européen d'infrastructure, et elle demande à votre Conférence de soutenir cette idée.

Condition de productions répondant aux exigences du marché, générateur d'une demande qui, directement dans l'industrie, indirectement dans les services, créera l'emploi nouveau, l'investissement productif peut seul consolider la croissance. D'un autre côté, il constitue l'un des moyens principaux de renforcer la compétitivité de nos économies et d'assurer leur restructuration. Nous qui sommes condamnés au combat sur les marchés extérieurs, il nous donnera les moyens de lutter sur les produits et sur les prix. Il convient dans cet esprit, de

donner aux entreprises les moyens d'avoir une politique ambitieuse de l'investissement.

La reprise de l'investissement ne pourra pas cependant s'opérer si le climat actuel persiste. La dynamique de la croissance et de l'investissement s'est en effet enrayée après l'éphémère reprise de 1976, parce que trop de facteurs d'incertitude altéraient les comportements et neutralisaient l'efficacité des politiques de stimulation. Incertitudes liées à la persistance dans la plupart des pays d'une inflation élevée ; incertitudes sur l'évolution des rapports de change ; incertitudes sur les perspectives de débouchés intérieurs et extérieurs dans une période de croissance lente, de montée du protectionnisme et de fluctuations excessives des taux de change ; incertitudes aussi sur la rentabilité future des investissements et des entreprises.

Des signes annonciateurs d'une meilleure croissance semblent se manifester ici et là. Mais l'espoir est encore fragile et il est nécessaire de consolider les chances d'une reprise durable et saine, d'abord en continuant à mener de vigoureuses politiques de lutte contre l'inflation, mais aussi en restaurant l'indispensable climat de confiance.

Or, compte tenu des limites qui affectent toute politique nationale isolée, l'Europe est le cadre pour parfaire une politique de lutte contre la crise et de retour à la confiance. Les problèmes

fondamentaux s'imposent de la même manière à nos Etats qui sont profondément inter-dépendants et dont les intérêts sont étroitement solidaires.

Le projet de nouveau système monétaire européen constitue à cet égard un élément essentiel de cette politique. Le système en cours d'élaboration vise en effet à rétablir une meilleure stabilité dans les rapports de change entre monnaies européennes, c'est-à-dire la sécurité dans l'action des agents économiques.

Mais, quelles que soient les caractéristiques techniques du nouveau mécanisme, il suppose que soient rétablies des relations plus équilibrées entre les économies européennes et que soit définie une stratégie économique d'ensemble. Le retour à la stabilité sur les marchés de change ne pourra, en effet, être durable sans progrès parallèles dans le sens de la convergence économique.

Il s'agira d'abord d'harmoniser largement vers le bas le taux d'inflation dont la divergence est le plus souvent à l'origine des mouvements de change et dans le même temps d'optimiser dans un effort coordonné et solidaire, la croissance pour tirer tout le profit économique de l'action monétaire commune.

En pratique, le processus de convergence devra se traduire par un renforcement des mécanismes de coordination des politiques qui déterminent l'évolution des taux de change, et notamment des politiques du crédit et des taux d'intérêt et de préciser et confirmer les procédures de travail en commun développées à l'occasion de la préparation de

./.

l'action concertée de juillet 1978.

L'action concertée doit être poursuivie et élargie. Elle ne consiste pas en une addition de compromis ni en actions de relance sporadiques ou inflationnistes. Elle a pour effet d'exploiter des ressources de croissance et une volonté de stabilité qui, au niveau de chaque Etat membre, ne peuvent être pleinement exprimées. Elle est une pleine utilisation de la dimension communautaire pour obtenir plus de croissance et moins d'inflation. Les calculs disent qu'une action coordonnée au niveau communautaire multiplie par 1,5 - voire 2 - les effets d'actions nationales isolées. Je ne me battra pas sur ce chiffre. Mais ce dont je suis sûr, c'est qu'une telle action ne peut avoir que des effets bénéfiques pour tous et j'espère que l'année 1979, après l'accord de Brême, en fournira la démonstration.

De manière générale, la plupart des actions d'appui à la croissance ou d'accompagnement du processus d'UEM, sur lesquelles la Commission a mis l'accent dans son programme quinquennal d'action économique, monétaire et sociale devront être poursuivies et intensifiées. C'est le cas des mesures visant à mieux utiliser la dynamique du grand marché et de la suppression progressive des derniers obstacles à l'unification complète du marché communautaire. C'est le cas, aussi et surtout, de la mobilisation au service de l'investissement productif, à côté des mécanismes sectoriels classiques,

./.

des moyens financiers nouveaux (tels que le nouvel instrument communautaire à finalité structurelle approuvé par le Conseil en octobre dernier) ; ou considérablement accrus - tels que ceux de la BEI, mécanismes auxquels la définition d'un schéma européen d'infrastructure pourrait apporter une référence utile pour des interventions prioritaires coordonnées.

Telles sont les contributions principales que l'Europe peut apporter au retour à la stabilité monétaire et à une meilleure croissance, conditions d'une résorption progressive du chômage, auxquelles les institutions communautaires travaillent aujourd'hui avec la participation active de la Commission : plus de stabilité, plus de sécurité, plus de croissance des économies durablement compétitives, la pleine exploitation de notre dimension et de notre interdépendance. Vu la nature de ce projet et l'ambition qu'il exprime, l'appui que nous sollicitons de la part de la Tripartite, car il est déterminant pour sa réussite, revêt, je crois, une signification assez différente du soutien que nous avons, dans le passé, pu demander aux partenaires sociaux pour d'autres initiatives.

Ce qui est en cause, c'est la confiance raisonnée que tous, salariés, entrepreneurs et gouvernements, peuvent apporter dans leur avenir et dans celui de l'économie européenne. Nous mettrons du temps à parachever notre redressement. Mais, en matière économique, il est aujourd'hui des objectifs et des moyens d'action

qui nous sont communs et qui peuvent assurer ce redressement et, pas à pas, faire reculer le chômage. Encore faut-il que ces objectifs et ces moyens d'action fassent l'objet du soutien de tous, d'une conviction commune et d'une confiance nouvelle. D'une certaine façon, aujourd'hui, ici, nous pouvons y aider.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS**

Brussels, 9 November 1978

EXTRACTS FROM MR. ORTOLI'S SPEECH AT THE TRIPARTITE CONFERENCE ON
9 NOVEMBER 1978

On unemployment

"..... It is not enough to say that the number of registered unemployed in the Community has not increased for a year and that the number has even fallen in some countries. Six million unemployed, not including concealed unemployment, is intolerable from the human, social and economic point of view"

On "illusory remedies"

"Some people think that protectionism is a solution to current problems. We cannot accept this view. At the best, a return to protectionism is no more than a palliative, the economic and social cost of which would be considerable in the long term. It is an illusory remedy.

We are too closely dependent on the rest of the world for our supplies and our markets and too aware of the benefits which we derive from the intensification of our external trade not to remain attached to the international free-trade system and the increasing opening up of this system. But it is true that at the same time we master transitional developments and take into account the social and regional problems which may arise. On the other hand we should demand of our commercial partners that they should apply the very same attitude and that they should also pursue a fair competition policy. Given these conditions, there is no need to be afraid of the new international division of labour"

On the growth of economies and competition

"..... Above all it is by raising growth rates, on the basis of the development of the capacity of European economies to adapt, a genuine aptitude for competition, competitive production costs, products which are in line with market requirements, that we shall be able to conduct a successful campaign against unemployment. In this connection the revival of investment is of decisive importance"

"..... Here and there there seem to be signs that growth is improving. But hopes are still slender and it is necessary to consolidate the outlook for lasting and healthy revival, first of all by continuing to conduct a lively anti-inflation policy, but also by restoring the indispensable climate of confidence. In this connection, in view of the limits imposed on all separate national policies Europe is the proper framework for working out a policy to combat the crisis and return to a position of confidence"

Concerning the means (EMS and concerted action)

"In this connection, the plans for the new European monetary system are an essential element of this policy. The system at present being worked out is designed to re-establish a greater degree of stability in the exchange relationships of the European currencies, and hence a measure of security in the actions of economic agents. But whatever the technical characteristics of the system it supposes that more balanced relationships should be re-established between the European economies and that an overall economic strategy should be worked out. A return to stability on the exchange markets cannot be lasting without a parallel process of progress towards economic convergence"

"..... Concerted action should be continued and extended. It is not a compromise nor does it consist of sporadic or inflationary revival measures. Its effect is to exploit the growth resources and the will to stability which cannot be fully expressed at the level of each Member State"

Conclusions

"There are the main contributions which Europe can make to a return to monetary stability and an improved rate of growth, the conditions for a gradual absorption of unemployment, towards which the Community institutions are working at the present time with the active participation of the Commission: more stability, more security, more growth, economies which are competitive in the long term, the full exploitation of our potential and our interdependence. In view of the nature of this project and the ambitions which it involves the support which we are asking from the Tripartite Conference which is a decisive factor for its success, is, I think, of a different order of support than we have asked in the past from the two sides of industry in relation to other initiatives."